



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
NORMANDIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement de terres agricoles (5 ha 90 a) sur la commune de Barenton (Manche)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,  
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 19.144 du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision n°2020-94 du 27 août 2020 portant subdélégation de signature à Madame Karine BRULÉ, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-3939, déposée par Monsieur Gilbert HUC, représentant du groupement forestier de la Verrerie, relative au boisement de terres agricoles (5 ha 90 a) sur la commune de Barenton (Manche), reçue complète le 10 février 2021 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 22 février 2021 ;
- vu la contribution du parc naturel régional Normandie-Maine en date du 2 mars 2021 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer de la Manche en date du 9 mars 2021 ;

**Considérant** la nature du projet, qui consiste à créer un boisement de terres agricoles d'une superficie totale de 5 ha 90 a sur trois parcelles (section ZH n°49 et section ZB n°11 et 16) d'une surface totale de 8 ha 53 a situées sur la commune de Barenton dans le département de la Manche ; que le projet de boisement se compose de 250 peupliers sur 1 ha 20, de 1 200 Chênes sessiles et

1 800 charmes sur 2 ha 20, de 1 150 acacias sur 1 ha et de 1 050 de Sapin de Douglas et 1 050 épicéas sur 1 ha 50 ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique n° 47.c. du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, concernant les « *premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols* » pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire pour les « *premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare* » ;

**Considérant** que le pétitionnaire prévoit :

- un sous-solage tous les 3 m 50 pour les chênes, acacias, douglas et épicéas et une plantation tous les 7 m pour les peupliers ;
- une première éclaircie entre 15 et 20 ans pour les douglas et les épicéas et à partir de 30 ans pour les chênes, puis des éclaircies tous les 8 ans ;
- un renouvellement entre 20 et 30 ans pour les peupliers ;
- une protection individuelle pour les chênes pour les protéger de l'abroustissement des chevreuils ;

**Considérant** que le projet vise à augmenter la superficie boisée exploitée par le groupement forestier de la Verrerie dont les propriétés jouxtent les parcelles au projet ;

**Considérant** la localisation du projet :

- contiguë au site Natura 2000 « *Anciennes mines de Barenton et de Bion* » (FR2502009), zone spéciale de conservation au titre de la directive « *Habitats, Faune, Flore* », constituant également la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « *complexes des anciennes mines de fer de Bion et Barenton* » (250030011), et dont l'intégrité n'apparaît pas susceptible d'être remise en cause par le projet ;
- à 500 m de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I « *le Fiel de l'Etang* » (250013225) ;
- partiellement dans la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « *Forêts de la Lande Pourrie et de Mortain* » (250002592) ;
- au sein du parc naturel régional Normandie-Maine ;

**Considérant** que le projet se situe en majorité sur des parcelles considérées comme zones humides avérées ou prédisposées à l'être, ainsi que partiellement dans un corridor humide tels que repérés au Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) ; que le pétitionnaire a pris en compte ces éléments en excluant du projet les zones les plus sensibles et en éloignant de 10 m les plants des mares et fossés qui ont été identifiés et qui seront entretenus ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## DÉCIDE

### **Article 1er**

Le projet de boisement de terres agricoles (5 ha 90 a) sur la commune de Barenton (Manche) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie :

<http://www.normandie.developpement.durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 12 mars 2021

Pour le préfet de la région  
Normandie et par délégation,  
pour le directeur régional de  
l'environnement, de  
l'aménagement et du logement



Karine BRULÉ

#### Voies et délais de recours

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Madame la ministre de la Transition écologique  
Ministère de la Transition écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*